



20.009

Aussenpolitik 2019.**Bericht des Bundesrates****Politique extérieure 2019.****Rapport du Conseil fédéral***Erstrat – Premier Conseil*

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 12.03.20 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

Bulliard-Marbach Christine (M-CEB, FR), pour la commission: La Commission de politique extérieure s'est réunie les 17 et 18 février derniers pour traiter du Rapport de politique extérieure 2019. L'année 2019 a mis le modèle suisse au défi, et tout laisse à penser que l'année 2020 le fera aussi.

Le Conseil fédéral identifie cinq tendances lourdes au niveau mondial. D'abord, le monde a été traversé par des mouvements de protestation: certains en lien avec l'urgence climatique ont eu une résonance mondiale; d'autres, à Hong Kong, par exemple, ont porté sur les droits démocratiques.

La deuxième tendance lourde, c'est la transformation numérique qui reste à l'oeuvre et pose de nouveaux risques aux Etats, notamment en matière de monnaie et de cryptomonnaie.

La troisième tendance, c'est la concurrence stratégique entre les grandes puissances; elle s'est considérablement accrue en 2019, et les rapports se sont tendus. Ces tensions s'accompagnent, par automatisme, d'un affaiblissement du multilatéralisme qui met un petit pays comme le nôtre au défi.

Comme quatrième tendance, nous observons aussi une diminution objective du niveau de sécurité. D'un côté, le Conseil fédéral observe que le rôle des institutions comme l'Otan, l'OSCE et même l'Union européenne dans le domaine est discuté. De l'autre, la situation du Proche et du Moyen-Orient est toujours plus incertaine, si l'on pense à la Syrie, à l'Iran, à la région du Golfe persique ou au Yémen.

La dernière tendance observée est le ralentissement de la mondialisation. La conséquence directe à tirer est que le marché européen reste, à court mais surtout à moyen terme, d'une importance cruciale pour l'économie d'exportation qu'est la Suisse.

Le Rapport de politique extérieure 2019 consacre une large place à nos relations avec l'Union européenne.

S'agissant de l'accord institutionnel, l'accent a été mis sur la discussion relevant de la politique intérieure. Après avoir mis l'accord en consultation, en 2018, le Conseil fédéral a réuni les partenaires sociaux afin de définir un consensus sur les trois points qui restent controversés: les aides d'Etat, la protection des salaires et la directive sur la libre circulation des personnes.

Le Conseil fédéral a choisi de temporiser dans ce dossier. En réponse, l'Union européenne a décidé de geler à nouveau toutes les autres discussions et de ne pas prolonger la reconnaissance temporaire de l'équivalence de la réglementation boursière. En retour, le Parlement a validé une deuxième contribution de la Suisse de 1,3 milliard de francs en faveur de certains Etats membres de l'Union, mais il a assorti sa mise en oeuvre d'une condition: les crédits-cadres ne seront pas contractés si et tant que l'Union européenne adopte des mesures discriminatoires à l'encontre de la Suisse.

Ces événements ont tous eu lieu sur fond de Brexit, ajoutant de l'incertitude au débat politique intérieur suisse. Dans ce domaine, la Suisse a mis en oeuvre de façon conséquente sa stratégie "mind the gap" visant à garantir les droits et obligations dans la relation entre la Suisse et le Royaume-Uni, et ceci, indépendamment du scénario effectif du Brexit.

Si l'Union européenne et le Royaume-Uni ont beaucoup focalisé l'attention de la Suisse en 2019, le Conseil fédéral n'a pas pour autant baissé la garde avec d'autres partenaires sur l'ensemble de notre globe.

L'année sous revue a été marquée dans les pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est, ainsi que d'Asie centrale, par des tensions. Nous pensons à des mouvements de mécontentement dans les Balkans, mais aussi au défi que représentent nos relations avec la Turquie et avec la Russie.

Au niveau du continent américain, l'année 2019 a été marquée par une intensification des relations avec les gouvernements américain et brésilien. La Suisse suit par ailleurs avec beaucoup d'attention les changements





contrastés que traverse l'Amérique latine.

Le tableau qui peut être dressé pour le continent africain est nuancé. Au Soudan, une vague nationale a permis la destitution d'Omar el-Bechir. Des accords de paix ont été signés au Mozambique et en République centrafricaine, mais d'autres conflits se sont aggravés, notamment au Cameroun, au Nigeria, au Mali et au Burkina Faso.

Le Proche-Orient, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont affiché un visage instable en 2019. Les conflits perdurent en Syrie, au Yémen et en Libye.

Enfin, les pays d'Asie et du Pacifique ont poursuivi en 2019 leur développement dynamique et confirmé leur rôle accru dans le domaine de l'économie mondiale.

J'en viens maintenant aux efforts entrepris par la Confédération dans le domaine de la promotion de la paix et de la sécurité. Comme vous le savez, la stratégie de politique étrangère a accordé une priorité à ce domaine qui est dans l'intérêt de la Suisse. Comme petit pays, la Suisse profite d'un monde où les conflits se règlent de façon pacifique et dans le respect des normes internationales. La Suisse est toujours sollicitée pour des contributions à la paix dans le cadre de ses bons offices. Elle a accepté dans ce cadre deux nouveaux mandats de puissance protectrice, l'un pour les Etats-Unis, au Venezuela, l'autre pour l'Iran, au Canada. En matière de médiation, la Suisse a participé à 19 processus de paix en 2019, en particulier au Mozambique, en Syrie, au Cameroun et au Soudan du Sud. Le Conseil fédéral a aussi signé avec les représentants de la ville et du canton de Genève une déclaration pour un engagement commun en faveur de Genève comme centre de la gouvernance mondiale.

La politique extérieure de la Suisse se caractérise enfin par un engagement en faveur de la prospérité et du développement durable. La Suisse concrétise son engagement dans plusieurs domaines dont le principal levier est la coopération internationale, où la Suisse fait profiter les pays de son expertise en matière d'aide humanitaire. Le Comité d'aide au développement de l'OCDE a publié les résultats de son examen de la coopération internationale suisse, et les résultats confirment la pertinence de l'approche suisse en la matière.

Votre commission vous recommande de prendre acte du Rapport de politique extérieure 2019.

Molina Fabian (S, ZH), für die Kommission: An ihrer Sitzung vom 17./18. Februar 2020 hat die Aussenpolitische Kommission den Aussenpolitischen Bericht 2019 beraten und zur Kenntnis genommen. Heute beantragt sie Ihnen, den Bericht ebenfalls zur Kenntnis zu nehmen.

Der aussenpolitische Bericht ist ein Rechenschaftsbericht des Bundesrates gemäss Artikel 148 Absatz 3 des Parlamentsgesetzes und wird jedes Jahr vom Parlament zur Kenntnis genommen. Der Aussenpolitische Bericht 2019 gibt einen Überblick über die Aussenpolitik der Schweiz im Berichtsjahr. Das Schwerpunktthema bildet die Bilanz aus der bundesrätlichen Aussenpolitischen Strategie 2016–2019.

Ebenfalls Teil der Vorlage sind die Berichte über Menschenrechtsaussenpolitik der Schweiz, die Bilanz 2015–2018 sowie Berichte des Bundesrates zu aussenpolitischen Aspekten und eine Übersicht über Publikationen des Eidgenössischen Departements für auswärtige Angelegenheiten. Aus diesem Grund bietet die Vorlage auch einen leserlichen und kompakten Überblick über die Aussenpolitik der Schweiz, was in der Kommission lobend erwähnt wurde.

Die Aussenpolitik der Schweiz im Berichtsjahr fand im Kontext wichtiger globaler Entwicklungen statt. Das vergangene Jahr war geprägt von sozialen Protesten nicht nur in der arabischen Welt, sondern auch in Lateinamerika, in China, aber

AB 2020 N 326 / BO 2020 N 326

auch in vielen westlichen Demokratien, was mit einer Stärkung neuer Parteien und einer Schwächung des traditionellen Parteiensystems einherging. Darüber hinaus kennzeichneten die wachsende Rolle der Grossmächte bei gleichzeitiger Schwäche des Multilateralismus, die fortschreitende Digitalisierung sowie die langsamere wirtschaftliche Globalisierung das Jahr.

In diesem Umfeld fokussiert der Bericht auf den Bereich gute Dienste der Schweiz, in den unser Land im Berichtsjahr als Vermittlerin und als Trägerin von Schutzmandaten, auch neuen Schutzmandaten, einen wichtigen Beitrag für die Staatengemeinschaft leisten konnte. Der Bericht fokussiert ebenfalls auf die Bereiche Europapolitik, Beziehungen zu globalen Partnern, Frieden und Sicherheit, nachhaltige Entwicklung und Wohlstand sowie konsularische Dienste.

Die Europapolitik ist nach wie vor geprägt durch die Ungewissheit betreffend Aushandlung des institutionellen Abkommens. In der Diskussion wurde die Bedeutung guter politischer, wirtschaftlicher und kultureller Beziehungen zur Europäischen Union hervorgehoben. Zudem wurde kritisiert, dass der Bundesrat in dieser Frage zu wenig Führung zeigte, was auch im Bericht zum Ausdruck komme.



Die Kommission diskutierte ausführlich über die sich verschärfenden wirtschaftlichen Spannungen und die Schwäche des Multilateralismus, insbesondere der UNO. Hierüber wurde grosse Sorge geäussert. Die Schweiz als mittelgrosses, stark globalisiertes Land war im Berichtsjahr stark gefordert, um ihrem Interesse nach einer stabilen und regelbasierten Weltordnung Nachdruck zu verschaffen.

Diskutiert und gewürdigt wurden schliesslich die Arbeiten der Schweiz zur Umsetzung der UNO-Agenda 2030 für nachhaltige Entwicklung. In ihrer internationalen Zusammenarbeit leistete die Schweiz einen wichtigen Beitrag zu deren Umsetzung. In der Kommission wurde allerdings teilweise die mangelnde Kohärenz zwischen verschiedenen Politikbereichen kritisiert, die die Erreichung der Entwicklungsziele erschweren könnte.

Zusammenfassend kann ich wiederholend sagen, dass die APK nach vertiefter Diskussion vom aussenpolitischen Bericht Kenntnis genommen hat und Ihnen beantragt, dasselbe zu tun.

Köppel Roger (V, ZH): Die Schweiz ist die älteste und erfolgreichste Selbsthilfeorganisation der Welt – die erfolgreichste und älteste Selbsthilfeorganisation der Welt! Es ist unglaublich, was unser kleines Land in den letzten 700 Jahren alles an Krisen, Konflikten, Seuchen überstanden und was für immense Gefahren unser kleines Land gemeistert hat.

Warum? Was ist der Grund? Man hat nach einer einfachen Doktrin gehandelt: global denken, lokal handeln; wirtschaftlich weltoffen sein, politisch aber selbstbestimmt und handlungsfähig. Das ist das Erfolgsrezept. Halten wir uns noch an diese Formel? Hat der Bundesrat dieses Rezept noch beherzigt? Ich fürchte, nein. Der aussenpolitische Bericht ist das Dokument eines Irrwegs. Ihnen, Herr Aussenminister Cassis, attestiere ich gute Absichten. Aber der Gesamtbundesrat hat in den letzten Jahren das exakte Gegenteil dessen getan, was richtig wäre. Er hat die globalen Abhängigkeiten der Schweiz verschärft und die lokale Handlungsfähigkeit geschwächt.

Eigentlich müsste Ihnen die Corona-Krise jetzt die Augen öffnen. Die immer akuter werdende Pandemie zeigt die ganze Brüchigkeit der von Ihnen angebeteten globalen Ordnung. Die Staaten schauen für sich. Internationale Lieferketten brechen weg. Ladenregale sind plötzlich leer. Wir erleben die Rückkehr von Grenzen, die Notwendigkeit, sich abzugrenzen. Je mehr Leute sich an einem Ort ballen, desto schneller breiten sich Viren aus. In der EU steigen die Ansteckungszahlen dramatisch, weil niemand die Kontrolle über die Migrationsbewegungen von 500 Millionen EU-Bürgern hat.

Grenzenlose Personenfreizügigkeit schafft grenzenlose Gefährdung – und mittendrin die Schweiz. Sie hat die Kontrolle über ihre Grenzen längst an Brüssel abgetreten. Deutschland blockiert gerade 240 000 Schweizer Gesichtsmasken und verschiedene Medizinalgeräte – ein eigentliches Handelsembargo. Eiskalt missachten die Deutschen Schweizer Eigentum, frei nach dem Grundsatz: "Souverän ist, wer über den Notstand entscheidet." Und die Schweiz? Sie macht das Gegenteil: Wir fahren unsere Stromproduktion herunter und hoffen, dass uns dann Deutschland und Frankreich auch im Krisenfall mit Energie versorgen werden.

Systematisch macht die Schweiz ihre Landwirtschaft kaputt. Wir stecken die Bauern in ein Zwangskorsett bürokratischer Vorschriften, wir wollen sie von Produzenten zu Landschaftsgärtnern umerziehen. Wertvolles Ackerland wird, migrationsgetrieben, zubetoniert. Wir zerstören die Fähigkeit der Schweiz, uns selber zu versorgen. Doch treuherzig behauptet der Bundesrat, dass wir ausreichend gesunde Nahrungsmittel aus dem Ausland importieren können. Wer's glaubt ...

Der Bundesrat ist sogar bereit, mit einem institutionellen Anbindungsvertrag die Schweiz zu einer Art Rechtskolonie der EU zu machen. Das ist nicht nur weltfremd, das ist gefährlich. Verstehen Sie mich richtig: Wir sind nicht gegen die Globalisierung, aber wir sind gegen diese falsche Globalisierung. Diese untergräbt die Eigenständigkeit und damit die Handlungsfähigkeit und Sicherheit der Schweiz.

Herr Bundesrat, wir fordern Sie auf: Befreien Sie sich, befreien Sie die Schweiz von diesem gefährlichen Globalismus. Hören Sie auf, die lokale Handlungsfähigkeit der Schweiz noch länger auf dem Altar globaler Abhängigkeiten und internationaler Bequemlichkeiten zu opfern. Lösen Sie sich von Ihren wirklichkeitsfremden Wunschträumen und Wunschgebilden eines Weltstaates und eines geeinten Europas, in dem angeblich alle einander helfen und lieb haben. Kehren Sie in die Realität zurück, kehren Sie zurück zum erprobten Erfolgsrezept einer weltoffenen, aber unabhängigen und freien Schweiz.

Crottaz Brigitte (S, VD): Le rapport qui nous est soumis donne un excellent aperçu des engagements et activités de notre pays en matière de politique extérieure. Le chapitre introductif sur la situation mondiale fait état de la situation humanitaire désastreuse dans certains pays, du retour au nationalisme et de l'augmentation des rivalités entre grandes puissances, des facteurs qui ont bien sûr une influence sur notre politique et montrent à quel point la Suisse est dépendante en tant que petit pays. Un chapitre est consacré aux bons offices de la Suisse, qui sont très appréciés et doivent être sauvegardés, car leurs retombées sont positives et renforcent



la sécurité et la bonne réputation de notre pays.

Dans le domaine de la politique européenne, nous avons deux sujets de préoccupation. Le premier concerne l'accord institutionnel, pour lequel, malgré des négociations en cours depuis 2013, il n'a toujours pas été trouvé de solution. La signature de cet accord devrait nous permettre de consolider la voie bilatérale tout en conservant une autonomie maximale. Dans la Stratégie de politique extérieure 2020–2023, dont nous discuterons juste après, la conclusion de l'accord institutionnel reste une priorité. Mais il est toutefois fait mention que la Suisse prévoit des mesures concrètes en cas d'échec pour atténuer les répercussions négatives indésirables. A nos yeux, la conclusion de l'accord-cadre est une décision politique cruciale, et s'il devait ne pas être réalisé, cela aurait des répercussions majeures dans les domaines actuellement régis par les accords bilatéraux, à savoir l'accès aux marchés, la formation et la recherche, la politique d'asile, la migration et la politique environnementale. N'oublions pas non plus que les relations de la Suisse avec l'UE sont étroites en matière de politique de sécurité et que, sans accord, nous sortirions du système d'information Schengen, ce qui entraînerait une diminution évidente de la sécurité pour notre pays.

Le deuxième sujet de préoccupation est celui de la migration, qui a atteint son plus haut niveau depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, avec près de 70 millions de déplacés internes et de réfugiés. La Suisse et l'Union européenne coopèrent avec l'objectif principal de protéger la frontière extérieure de l'Europe et de prévenir la migration dite irrégulière. Par contre, l'organisation de la migration régulière n'est pas abordée et il n'est fait qu'une minime mention du Pacte mondial pour les migrations, pacte auquel on sait que la Suisse a contribué de manière significative. Pour régler la migration, la Suisse propose de lutter contre les causes de la fuite, à

AB 2020 N 327 / BO 2020 N 327

savoir les conflits armés et les violations des droits de l'homme, ce qui ne va pas se faire du jour au lendemain. D'ici là, les nombreuses tentatives désespérées de migrants de rejoindre l'Europe se poursuivront. La situation a encore empiré depuis que nous avons discuté de ce rapport en commission avec l'ouverture des frontières turques par le président Erdogan, faisant faussement miroiter la possibilité d'asile à de nombreux réfugiés vivant dans des camps en Turquie depuis de nombreux mois ou des années.

Au niveau mondial, la Suisse entretient des relations bilatérales avec plusieurs puissances et favorise des relations avec huit Etats décrits comme prioritaires en termes de politique extérieure.

Il y a de notre point de vue une ambivalence, voire une contradiction, entre le souhait de développer le multilatéralisme, mentionné à plusieurs reprises dans le rapport, et le fait que la Suisse développe de multiples relations bilatérales, parfois dans le cadre de l'AELE, parfois seule. L'explication se trouve peut-être dans le rapport qui, à la page 18, décrit que la Suisse entretient des relations partout dans le monde, ce qui lui permet de préserver ses intérêts en toute indépendance. Cette vision du DFAE met donc la priorité sur l'article 2 de la Constitution, qui favorise en premier lieu la prospérité de la Suisse.

Or, pour s'inscrire dans l'Agenda 2030, nous devrions défendre un monde plus solidaire en nous basant sur l'article 54 alinéa 2 de la Constitution, qui définit clairement le rôle des affaires étrangères, dans le sens qu'elles doivent contribuer à soulager les populations dans le besoin, à lutter contre la pauvreté et à promouvoir le respect des droits de l'homme, la démocratie, la coexistence pacifique des peuples et la préservation des ressources naturelles. Enfin, nous aimerions encore souligner que le rapport manque d'ambition en termes de développement durable.

Il n'est peu ou pas fait mention de l'attitude de la Suisse face aux problèmes de blanchiment d'argent, de lutte contre la corruption, de violation des droits humains, et il n'y a pas d'engagement clair pour encourager la responsabilité des multinationales.

Le problème du réchauffement climatique est peu développé, alors que les risques environnementaux comme le changement climatique occasionnent plus de pertes en vies humaines que le terrorisme et la violence et qu'il cause d'importants mouvements de population.

Nous aimerions par conséquent qu'un intérêt particulier soit porté à ces différents problèmes lors des prochaines années et nous souhaitons que la politique étrangère soit redirigée dans le sens d'adhérer aux objectifs décrits à l'article 54 de la Constitution et de ne pas avoir comme but essentiel la préservation de l'économie et des intérêts de la Suisse.

Nous vous recommandons toutefois de prendre acte du rapport.

Portmann Hans-Peter (RL, ZH): Mit grosser Freude nimmt die FDP-Liberale Fraktion zur Kenntnis, dass die aussenpolitischen Tätigkeiten 2019 bereits geprägt waren von der ins Leben gerufenen Aussenpolitischen Vision Schweiz 2028 (Avis 28) und ebenfalls von der ab heute gültigen Aussenpolitischen Strategie 2020–2023.



Es geht darum, dass bereits im vergangenen Jahr die Schwerpunkte klar auf Frieden, Wohlstand, Nachhaltigkeit und Digitalisierung gesetzt wurden. Es geht auch darum, dass es der Aussenminister und das EDA in den letzten Jahren nicht nur versucht haben, sondern dass es ihnen auch gelungen ist, die Schweizer Interessen wieder klar in den Vordergrund zu stellen. Es muss nicht "Switzerland first" heissen, aber den Wohlstand auf der ganzen Welt zu fördern, bedeutet eben auch, unseren Wohlstand und Frieden zu schützen.

Wir nehmen zur Kenntnis, Herr Bundesrat, dass Sie sich bereits im vergangenen Jahr auf den Weg zu einer politischen Kohärenz in der schweizerischen Aussenpolitik gemacht haben. Wenn man jetzt analysiert, was getan wurde, dann muss man sagen, dass nicht alles erreicht werden konnte. So konnte z. B. der Abschluss des institutionellen Rahmenabkommens, was eine Zielsetzung war, nicht erreicht werden. Ebenfalls nicht erreicht werden konnte die Unterzeichnung des Grenzgängerabkommens mit Italien. Dagegen haben Sie z. B. beim Thema militärische Friedensförderung sehr viel erreicht. Es war schon lange ein Anliegen der FDP-Liberalen Fraktion, das wir auch in der Aussenpolitischen Kommission in Vorstössen geäussert haben, dass in der militärischen Friedensförderung eine nähere interdepartementale Zusammenarbeit geschieht. Das wird heute zwischen EDA und VBS gemacht.

Nicht zu vergessen ist auch, dass wir sehr eng mit den privaten Organisationen zusammenarbeiten. Es wurden zwischen 100 und 200 Millionen Franken an schweizerische NGO-Projekte vergeben. Das gibt immer wieder zu Diskussionen Anlass. Und jetzt schaue ich zur Ratslinken: Wenn Sie uns immer vorwerfen, wir würden lobbyiert von der Wirtschaft und hätten Eigeninteressen, dann erinnere ich Sie einfach daran, dass auch der private NGO-Sektor – und ich finde das gut – sehr viele Steuergelder erhält. Dort sitzen Sie dann oft in den Gremien und haben Eigeninteressen. Das ist legitim, aber Ihre Vorwürfe müssen mit diesem Blick auch immer wieder zurückgewiesen werden.

Ein Thema ist der Nahe Osten. Sie wissen es: Viel zu reden gab die UNRWA, und ebenfalls viel zu reden gab der Friedensvorschlag USA-Israel für den Nahen Osten. Hier hatte die Schweiz in den letzten Wochen und Monaten tatsächlich etwas Erklärungsbedarf. Aber heute kann man feststellen, dass wir wieder auf sehr gutem Wege sind, Herr Bundesrat. Ich kriege von verschiedenen arabischen Ländern Signale und auch die Bitte, dass die Schweiz – ich nehme an, Sie machen es, Sie müssen es hier auch nicht darlegen – in Bezug auf eine Lösung im Nahen Osten wieder sehr aktiv wird. Es ist nicht so, dass eine solche viel weiter entfernt wäre als früher. Es ist so, dass z. B. jetzt die Möglichkeit gegeben wäre, dass Palästina einen Gegenvorschlag auf den Tisch legen könnte – vielleicht mithilfe der Schweiz und gewisser arabischer Staaten – und dass dann eben, das wäre wirklich der Wunsch vor allem der arabischen Staaten, ein runder Tisch in Genf zur Verfügung gestellt werden könnte. Dann könnte man mit diesen zwei Vorschlägen – es braucht immer zwei Mandate, zwei Vorschläge – am Schluss eine Einigung erreichen. Hier sehen wir also, dass wir wieder auf gutem Weg sind und im Nahen Osten wieder sehr gefragt sind.

Sie wissen es, die Mitgestaltung der Aussenpolitik durch das Parlament gemäss Verfassung und Gesetz ist ein grosses Anliegen der FDP-Liberalen Fraktion. Diese Mitgestaltung übt die Aussenpolitische Kommission bereits seit etwa sechs Jahren aus, würde ich sagen. Sie hat dieses Mitgestaltungsrecht sehr stark wieder in die eigene Hand genommen. Sie tut es jetzt dann auch beim Thema Soft Law. Soft Law ist tatsächlich je länger, je mehr eine Thematik, die uns dann plötzlich auch in Hard Law hineinzwingt. Hierzu haben die Aussenpolitischen Kommissionen des Ständerates und des Nationalrates eine gemeinsame Subkommission gebildet. Hier werden wir in der Aussenpolitik weiterhin aktiv sein.

Herr Bundesrat, es freut uns auch, dass Sie sehr offen sind – nicht abwehrend, wie wir das früher auch schon erlebt haben –, mit dem Parlament zusammenzuarbeiten. Die FDP-Liberale Fraktion dankt Ihrem Departement und Ihnen für diese grosse Arbeit. Wir wissen – im Gegensatz zu Voten, in denen zu hören war, wir seien eine Selbsthilfeorganisation –, dass die Schweiz mit ihrem Erfolg seit Hunderten von Jahren davon lebt, dass sie eben mit den Nachbarn und mit der internationalen Gemeinschaft gut zusammenarbeitet. Das wird noch mehr und mehr an Gewicht gewinnen.

Fischer Roland (GL, LU): Trotz seiner Kürze gibt der Aussenpolitische Bericht 2019 des Bundesrates einen umfassenden und reichhaltigen Einblick in die Schweizer Aussenpolitik des vergangenen Jahres. Er ist ein vielfältiges Abbild einer offenen und vernetzten Schweiz und zeigt, in welchen Bereichen für eine kleine, offene und wohlhabende Nation in der Mitte von Europa die Herausforderungen und Chancen liegen.

In meinen Ausführungen möchte ich den Schwerpunkt auf die Europapolitik legen – im Bewusstsein, dass dies der Vielfalt der Aussenpolitik im Jahr 2019 nicht vollumfänglich

AB 2020 N 328 / BO 2020 N 328

Rechnung trägt, wofür ich um Verständnis bitte. Aber wir teilen die Einschätzung des Bundesrates, dass der





Partnerschaft mit der EU eine Schlüsselrolle zukommt. Wir befinden uns geografisch mitten in Europa und teilen mit der EU die demokratischen, rechtsstaatlichen und sozialen Grundwerte. Der Bundesrat schreibt im Bericht, dass sich der Abschluss von sektoriellen Abkommen, also der sogenannte bilaterale Weg, als massgeschneiderter Ansatz bewährt habe, um die Interessen der Schweiz optimal zu wahren. Mit seiner zögerlichen und irritierenden Haltung beim Rahmenabkommen gefährdet der Bundesrat jedoch diesen bilateralen Weg. Der Bundesrat muss endlich stärker Farbe bekennen, denn der Schlüssel zum bilateralen Weg in der Zukunft ist das Rahmenabkommen. Bei der Führung bezüglich dieses Abkommens machte der Bundesrat im vergangenen Jahr keine gute Figur, und dies ist eigentlich immer noch so. Die mangelnde Entschlossenheit und die Führungslosigkeit in diesem Dossier ist enttäuschend. Statt das Abkommen möglichst rasch an das Parlament zu überweisen, hält er monatelange Konsultationen ab und setzt geheime Arbeitsgruppen ein. Die Folge davon ist eine zunehmende Rechtsunsicherheit und die Gefahr, dass immer mehr Firmen mit ihren Arbeitsplätzen ins Ausland abwandern. Das ist aber nicht alles: Auch die erfolgreiche und etablierte Zusammenarbeit in anderen Bereichen wie der Wissenschaft und Forschung wird unnötig geschwächt und aufs Spiel gesetzt.

Es handelt sich beim vorliegenden Rahmenabkommen um ein gutes Abkommen, welches den spezifischen institutionellen Gegebenheiten in der Schweiz Rechnung trägt und Mitwirkungsrechte für die Schweiz enthält. Es handelt sich um ein Abkommen, welches grundsätzliche Fragen der Zusammenarbeit und der Weiterentwicklung des bilateralen Wegs beinhaltet. Es ist deshalb aus unserer Sicht wenig zielführend, sich in den Details zu verlieren und für alle Eventualitäten eine Regelung in diesem Rahmenabkommen zu finden. Dafür sind dann die sektoriellen Abkommen da.

Der bilaterale Weg stirbt, wenn der Bundesrat und die Bundesratsparteien weiterhin ihr Süppchen kochen und ihre Sonderinteressen verfolgen, statt das Gesamtwohl der Schweiz im Auge zu behalten. Der bilaterale Weg muss im Sinn eines "level playing field" ausgestaltet werden. Das heisst, in einem gemeinsamen Markt kann es sinnvoller- und fairerweise nur gleiche Regeln für alle geben. Das bedeutet, dass sich die Schweiz bei den betroffenen sektoriellen Abkommen und ihrer Umsetzung möglichst nahe an die Gesetzgebung der EU hält. Es gibt in der EU immer weniger Verständnis dafür, dass die Schweiz zwar am Binnenmarkt teilhaben und von seinem wirtschaftlichen Nutzen profitieren will, die Regeln dieses Marktes aber je nach politischer Grosswetterlage nach eigenem Gutdünken umsetzt und auslegt.

Ich bin überzeugt, dass sich in allen noch offenen Fragen gute Lösungen innerhalb des vorliegenden Abkommens finden lassen. Es spricht somit nichts dagegen, das Abkommen dem Parlament möglichst rasch vorzulegen und die innenpolitische Umsetzung an die Hand zu nehmen.

Wir nehmen Kenntnis vom aussenpolitischen Bericht und bedanken uns beim Bundesrat und seinen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern für den Bericht, aber auch für ihren Einsatz im vergangenen Jahr für eine offene und vernetzte Schweiz – unser Erfolgsmodell!

Egger Mike (V, SG): Geschätzter Herr Kollege Fischer, können Sie ausführen, was am aktuellen Rahmenabkommen gut sein soll? Wenn sich die Schweiz dem Europäischen Gerichtshof unterwirft, verlieren wir ja gerade die Möglichkeit, auf Augenhöhe zu verhandeln. Was, bitte schön, soll daran gut sein?

Fischer Roland (GL, LU): Bei diesem Rahmenabkommen gibt es ein Schlichtungsverfahren, bei welchem auf der Basis des Abkommens und der rechtlichen Grundlagen entschieden wird und in das beide Parteien involviert sind. Es ist selbstverständlich, dass in diesem gemeinsamen Markt der Europäische Gerichtshof konsultiert wird – das ist aus meiner Sicht klar, weil in der Europäischen Union auch die entsprechenden rechtlichen Grundlagen gemacht werden. Sofern es aber das Rahmenabkommen betrifft, gibt es ein paritätisches Verfahren. Das ist ein übliches Verfahren im internationalen Bereich, und deshalb sehe ich hier keine Probleme. Ich finde es sogar eine sehr gute Lösung, die hier gefunden wurde.

Arslan Sibel (G, BS): Zuerst eine generelle Bemerkung: Wir haben bei der Würdigung des Aussenpolitischen Berichtes 2018 die zögerliche, nicht immer proaktive Haltung des Bundesrates in gewissen Bereichen der Aussenpolitik, insbesondere gegenüber der EU, bemängelt. Ich stelle fest, dass sich diese Haltung nicht grundsätzlich geändert hat, was bedauerlich ist. Dies hat zur Folge, dass gewisse Branchen, zum Beispiel die Hersteller von Medtech-Produkten, wegen des fehlenden Rahmenabkommens bereits in grosse Schwierigkeiten geraten sind. Nachdem nun die Wirtschaft aufgrund der Auswirkungen des Coronavirus schmerzhaft Einbussen hinnehmen muss, sollten zumindest dort Lösungen erzielt werden, wo dies möglich ist.

Kommen wir nun zum Aussenpolitischen Bericht 2019: Er ist nach Meinung der grünen Fraktion im Allgemeinen gut, ausführlich und informativ. Wir begrüssen den Fokus auf die Themen Frauen, Frieden und Sicherheit, auf die Chancengleichheit im Rahmen der Entwicklungszusammenarbeit und auf die Bekämpfung der Auswirkungen des Klimawandels. Trotzdem reicht dies für uns nicht.



Wir bemängeln, dass beim Thema "Frauen auf der Flucht" der Einbezug der LGBTIQ-Community nicht genügend ist. Die Verfolgung von LGBTIQ-Menschen in gewissen Ländern ist offensichtlich. Sie brauchen besonderen Schutz, und ihre Verfolgung muss in den zuständigen Gremien diskutiert werden. Auch bei den Frauen müsste der Fokus viel stärker darauf liegen, dass sie nicht nur von den Folgen des Klimawandels besonders tangiert sind, sondern auch auf der Flucht sehr verletzlich sind und besonders geschützt werden müssen.

Auch werden im Bericht die neuen Richtlinien zur wirksamen Zusammenarbeit mit Schweizer NGO erwähnt. Wir hätten in diesem Zusammenhang gerne mehr erfahren zum Entscheid der EU-Kommission über den Abschluss der Schweizer Hilfsorganisationen. Es ist uns aufgrund des Berichtes nicht klar, wie stark ausländische NGO beim Begehren nach Bundesgeldern Schweizer NGO konkurrenzieren. Wir freuen uns aber, dass wir in der Aussenpolitischen Kommission dieses Thema vertieft angehen werden.

Im Bericht wird erwähnt, dass die globalen Klimabewegungen grosse Auswirkungen hatten und das letzte Jahr geprägt haben. Gerade deshalb ist es auch wichtig, aber leider eben nicht ausreichend, beim Klimagipfel dabei zu sein. Vielmehr müssten die Ziele messbar mitgetragen werden. Dafür müssen auch griffige Massnahmen erlassen werden. Heute sind sie klar unzureichend. Zu diesem Bereich wünschen und erwarten wir im nächsten Bericht mehr Konkretisierungen.

Die Grünen begrüssen es, dass bei der Botschaft über die internationale Zusammenarbeit eine Vernehmlassung durchgeführt worden ist. Dazu werden wir aber bei der Behandlung der Botschaft über die internationale Zusammenarbeit detaillierter Stellung nehmen.

Auch wenn sich die Globalisierung im Wandel befindet, ist es für die Grünen wichtig, nicht nur wirtschaftliche Interessen im Fokus zu haben. Deshalb werden wir das Mercosur-Dossier, das Freihandelsabkommen mit den USA, die engen Kontakte mit China, aber z. B. auch mit der Türkei in diesem Jahr kritisch verfolgen. Für die Grünen ist es nämlich wichtig, dass der Fokus in der Aussenpolitik nicht nur auf die Wirtschaft gelegt wird, sondern auch auf die Grund- und Menschenrechte sowie auf Umweltthemen.

Schliesslich möchte ich erwähnen, dass wir die bilaterale Zusammenarbeit, insbesondere mit unseren Nachbarstaaten, gut und wichtig finden. Der Bilateralismus darf aber den Multilateralismus nicht schwächen.

In diesem Sinne nehmen wir den Bericht zur Kenntnis und möchten uns beim Bundesrat und bei der Verwaltung für die wertvolle und gute Arbeit bedanken.

Gugger Niklaus-Samuel (M-CEB, ZH): Im Namen der Mitte-Fraktion CVP-EVP-BDP danke ich Ihnen, Herr Bundesrat,

AB 2020 N 329 / BO 2020 N 329

und Ihren Mitarbeitenden herzlich für den vorliegenden Aussenpolitischen Bericht 2019. Der Bericht zeigt eindrücklich die wichtigsten weltpolitischen Ereignisse des letzten Jahres auf, wie etwa das Aufflammen von globalen und lokalen Protestbewegungen, die fortschreitende Digitalisierung, die strategische Konkurrenz der Grossmächte sowie die abnehmende Sicherheit und den Rückgang des Weltwirtschaftswachstums. All dies sind Trends, denen die Schweiz, als stark globalisiertes Land, in angemessener Form begegnen muss.

Erfreulich ist zu sehen, dass der Bundesrat sich am Weltklimagipfel zum Netto-null-Ziel bis 2050 bekannt hat. Nun müssen dem Parlament möglichst bald die konkreten Instrumente zur Erreichung dieses Ziels – inklusive der Etappenziele für verschiedene Sektoren – vorgelegt werden. Der Klimawandel ist eine der grössten Bedrohungen unserer Zeit, und es ist daher unabdingbar, dass der Bundesrat die Aussenpolitik, inklusive der Handels- und Finanzpolitik, im Sinne des Pariser Zieles gestaltet, die 1,5-Grad-Marke der globalen Erderwärmung nicht zu überschreiten.

Die Weltbank schätzt, dass aufgrund des Klimawandels bis 2030 etwa 100 Millionen Menschen zusätzlich in die extreme Armut abrutschen werden und die klimabedingte Migration in den nächsten Jahrzehnten voraussichtlich deutlich zunehmen wird. Nun sollen im Rahmen der Strategie der internationalen Zusammenarbeit 2021–2024 die Mittel für Klimaprojekte deutlich erhöht werden. Dabei ist es aus Sicht der Mitte-Fraktion zentral, dass diese Mittel hauptsächlich in den ärmsten Ländern eingesetzt werden und gleichzeitig nicht weniger Mittel für die Kernaufgaben der internationalen Zusammenarbeit zur Verfügung gestellt werden, namentlich für die Bekämpfung der Armut und die Stärkung der lokalen Zivilgesellschaft. Die internationale Zusammenarbeit bleibt von zentraler Wichtigkeit für eine friedliche, stabile und sichere Welt.

Der Aussenpolitische Bericht 2019 zeigt eindrücklich, was mit den verschiedenen Instrumenten der internationalen Zusammenarbeit erreicht wurde. Terrorismus, Gewalt und politische Instabilität gedeihen vor allem in schwachen und fragilen Staaten und in Kontexten, in denen Staaten ihren Aufgaben wie der Bereitstellung von Bildung, Gesundheit und Infrastruktur nicht mehr nachkommen können. Der Jugendarbeitslosigkeit kommt in diesem Zusammenhang eine grosse Bedeutung zu.



Bei all den Erfolgsgeschichten und dem erklärten Schweizer Interesse an der Schaffung einer "gerechten und stabilen internationalen Ordnung" – siehe Seite 9 des Berichtes – ist es unverständlich, dass der Bundesrat nicht mehr Gelder für die internationale Zusammenarbeit einsetzt und auch im Rahmen der neuen Strategie der internationalen Zusammenarbeit 2021–2024 nach wie vor weit davon entfernt bleibt, den international mehrmals bekräftigten Zielwert von 0,7 Prozent des Bruttonationaleinkommens für die internationale Zusammenarbeit einzusetzen.

Wir begrüssen den Einsatz der Schweiz für eine starke multilaterale Weltordnung und für die Stärkung und den Schutz der Menschenrechte. Allerdings sollte die Aussenpolitik auch hier kohärenter sein und sich konsequent an sozialer, ökologischer und ökonomischer Nachhaltigkeit sowie an der Wahrung der Menschenrechte orientieren. Es ist begrüssenswert, dass der Aussenpolitische Bericht 2019 eigens ein Kapitel zur Politikkohärenz enthält; allerdings fehlt eine Definition dieses Begriffes. Was ist das Ziel der politischen Kohärenz: eine sozial, ökologisch und ökonomisch nachhaltige und gerechte Welt im Sinne der Agenda 2030 oder eine Maximierung des kurzfristigen wirtschaftlichen Wohlstands der Schweiz?

Zum Schluss eine Bemerkung zu einem Umstand, den ich schon im letzten Jahr beanstandet habe: Es wird lediglich in einem kurzen Abschnitt auf den Seiten 31 und 32 erwähnt, dass der Schutz von Minderheiten fester Bestandteil der Schweizer Aussenpolitik sei. Weshalb wird im Bericht nicht ausführlicher und konkreter über dieses Engagement berichtet? Als einziges Beispiel wird dabei das Engagement für die Rechte der Uiguren in China erwähnt. Es ist allgemein bekannt, dass in China Millionen von Christen an der freien Ausübung ihres Glaubens gehindert werden. Davon liest man im Bericht leider nichts.

Cassis Ignazio, consigliere federale: Grazie per questa discussione larga che ha toccato molti aspetti, alcuni dei quali evidentemente non possono essere approfonditi in questo contesto. Il significato, il senso di un rapporto annuale è quello di dare una panoramica generale, senza poter rispondere ad ogni singolo elemento, ad ogni singola domanda.

Wir sind jetzt bei der dritten Ausgabe dieses aussenpolitischen Berichtes, mit der Bemühung, auf fünfzig Seiten das Wesentliche zu sagen, damit es auch gelesen wird; wir sind jetzt im dritten Jahr. Ich glaube, die beste Beschreibung dieser Bemühung ist die von Nationalrat Fischer, der gesagt hat, der aussenpolitische Bericht des Bundesrates gebe trotz seiner Kürze einen umfassenden Überblick über die Politik der Schweiz in der Welt. Besten Dank! Das ist genau das Ziel unseres Berichtes. In der Kürze liegt die Würze – genau das müssen wir sagen.

Merci aussi pour les réflexions critiques. Chaque réflexion critique nous aide à nous améliorer, chaque année. Je suis de l'avis que, cette année, nous avons encore fait un pas en avant en termes de méthode en vous écoutant dans les commissions et en assemblée plénière. Cela nous permet de corriger et d'améliorer le rapport.

Il s'agit d'un rapport qui expose les grandes lignes, mais sans refléter chaque détail de la politique extérieure. Cela ne vous empêche pas, si vous avez un intérêt à disposer d'informations détaillées au sujet de la politique extérieure, de vous rendre sur la page d'accueil de notre site Internet et de télécharger les rapports particuliers qui sont mentionnés dans les annexes du rapport de politique extérieure. N'ayez pas peur de lire d'autres rapports, nous en produisons plusieurs qui sont très détaillés, mais nous ne voulons justement pas nous perdre dans les détails.

J'en viens maintenant au contenu du rapport. La Suisse fait partie d'un monde fortement interconnecté. Le coronavirus nous le montre une fois de plus: qu'on le veuille ou non, qu'on le désire ou non, la globalisation nous concerne. Sans globalisation, nous n'aurions pas la prospérité que nous avons et, sans globalisation, nous n'aurions pas de pandémies, évidemment. Toute médaille a son revers et nous devons être prêts à prendre en considération les deux faces de celle-ci.

Si le rapport de politique extérieure analyse tout d'abord les évolutions mondiales, c'est parce que c'est dans cette évolution mondiale que s'inscrit la politique suisse à l'étranger. En 2019, qu'est-ce qui a caractérisé l'année? C'étaient surtout les mouvements de protestation sociale – pensez par exemple à Hong Kong, pensez au Chili; la transformation numérique, qui déstabilise la manière dont nous lisons la planète; le rôle croissant joué par les grandes puissances. A ce sujet, vous voyez que la force militaire devient la raison principale des rapports entre des grandes puissances – je pense aux Etats-Unis, évidemment, je pense à la Chine, à la Turquie, au Brésil, à l'Afrique du Sud, à l'Inde, etc. Donc, on voit que notre planète est caractérisée de plus en plus par la logique du pouvoir, au lieu de la logique du droit à laquelle tout pays de relativement petite ou modeste taille comme le nôtre est attaché.

En 2019, on a constaté un ralentissement de la mondialisation économique dans toute la planète, et la crise du coronavirus va la ralentir encore; on verra bien de combien une fois que l'épidémie sera passée.



Des mouvements de protestation ont donc marqué cette année, notamment dans le monde arabe, l'Amérique latine, la Chine, tout comme dans de nombreuses démocraties occidentales. Dans cet environnement, la confiance des citoyens suisses dans les institutions politiques est restée très élevée, et le Conseil fédéral a comme but de maintenir cette confiance, en ancrant aussi davantage la politique extérieure dans la politique intérieure.

Voici trois exemples de cet ancrage en 2019. Pensez par exemple au rapport sur le "droit souple", ou "soft law", qui concerne la question de la participation du Parlement à la politique extérieure. C'est un ancrage de la politique extérieure dans la politique intérieure. Pensez à la large consultation qui a été faite en Suisse entre janvier et avril de l'année dernière sur l'accord-cadre institutionnel entre la Suisse et l'Union européenne; cela a véritablement constitué une large

AB 2020 N 330 / BO 2020 N 330

discussion, qui a caractérisé cet ancrage de la politique extérieure dans la politique intérieure. Pensez aussi au fait que, pour la première fois dans l'histoire suisse, nous avons lancé l'année dernière une consultation sur la stratégie de coopération internationale. On ne l'avait jamais fait auparavant. On voulait justement lancer ce type de discussion dans la population.

Le Rapport de politique extérieure 2019 montre que la priorité numéro un reste la politique européenne. La structure du rapport sur la politique extérieure s'oriente donc sur les priorités dont nous avons décidé dans la Stratégie de politique extérieure 2016–2019. La question européenne est restée le thème central en 2019. Depuis l'été 2019, le Conseil fédéral a mis l'accent sur les travaux internes en vue de définir, en étroite collaboration avec les partenaires sociaux et les cantons, une position largement soutenue sur les trois points ouverts que vous connaissez parfaitement. Dans la coopération avec les Etats voisins, des progrès ont été réalisés dans des dossiers en suspens; d'autres progrès n'ont pas été réalisés comme nous le voulions.

Pensando all'Italia penso a due cose: da un lato siamo riusciti a fare un passo importante nella questione che tocca l'enclave italiana in Svizzera di Campione, dove con uno scambio di note a fine 2019 abbiamo sistemato parecchi problemi. Ma dall'altro lato non siamo riusciti a concludere l'accordo bilaterale sulla fiscalità dei frontalieri che è stato siglato, parafato nel dicembre 2015. Un accordo quindi che ancora giace nei cassetti e che non avanza, malgrado fosse tra gli obiettivi da raggiungere.

Was unsere Beziehungen mit Deutschland betrifft, so würde ich sagen: Das, was wir nicht erreicht haben, ist eine Lösung in Sachen Flughafen Zürich. Dieses Thema bleibt ein Dauerbrenner in unseren bilateralen Beziehungen.

En ce qui concerne nos relations avec la France, on a réussi, en 2017, à résoudre le problème de l'aéroport de Bâle-Mulhouse en concluant un accord. Mais maintenant se pose la question des eaux du Rhône, et il y a un autre problème en lien avec l'aéroport de Bâle-Mulhouse qui concerne la question du droit du travail des employés de l'aéroport.

Donc, vous le voyez, il y a un peu partout des sujets à traiter. Parfois, ce sont des sujets spécifiques qui doivent être résolus dans nos relations bilatérales.

Der zweite Schwerpunkt des Berichtes betrifft die Beziehungen zu den globalen Partnern. Ich habe es Ihnen gesagt: Machtpolitik und Rivalität zwischen Grossmächten charakterisieren nun die Welt. Der Bundesrat hat auf diesen Trend reagiert und legt ein besonderes Augenmerk auf folgende acht aussereuropäische Schwerpunktländer: Brasilien, China, Indien, Japan, Russland, Südafrika, Türkei und die USA. Mit diesen Staaten fanden 2019 regelmässige Treffen auf höchster politischer Ebene statt, so präsidentiale Besuche in Washington, Peking und Moskau und ministerielle Besuche seitens praktisch aller Departemente. Gleichzeitig setzte sich die Schweiz für einen wirksamen Multilateralismus ein. Sie unterstützte deswegen insbesondere die von UNO-Generalsekretär Guterres lancierte Reformagenda der UNO, die das Ziel hat, die UNO-Organisation fit für das 21. Jahrhundert zu machen.

Der dritte Schwerpunkt sind Frieden und Sicherheit. Hier bilden die guten Dienste den Hauptteil des Kapitels. Diese waren auch im letzten Jahr stark gefragt. Wir übernahmen ein neues Schutzmachtmandat für den Iran in Kanada und ein neues Schutzmachtmandat für die USA in Venezuela, das zwar formell noch von Caracas bestätigt werden muss, aber de facto bereits vor allem konsularische Dienstleistungen ermöglicht.

2019 unterstützte die Schweiz fast zwanzig Friedensprozesse. Das beste Resultat konnten wir am 6. August 2019 in Mosambik erzielen, wo dank Schweizer Mediation nach über dreissig Jahren Krieg ein Friedensvertrag unterzeichnet werden konnte. Auch die Menschenrechte blieben ein zentrales Thema. Die Schweiz gehört zu den wenigen Ländern, die z. B. die politischen Dialoge mit China, Russland und der Türkei nutzen, um Fragen der Menschenrechte und der Rechtsstaatlichkeit anzusprechen.



Der vierte Schwerpunkt im Bericht betrifft Wohlstand und Nachhaltigkeit. Die Ergebnisse der Peer Review der OECD 2019 zeigen: Die Schweiz bleibt eine starke und verlässliche Entwicklungspartnerin. Wir haben letztes Jahr unseren Einsatz für eine nachhaltige Entwicklung fortgesetzt und ein hohes humanitäres Engagement beibehalten. Denken Sie beispielsweise an Syrien, wo die Schweizer Bevölkerung inzwischen mehr als eine halbe Milliarde Franken für humanitäre Hilfe investiert hat, oder denken Sie an die Ukraine, wo wir sehr stark aktiv sind, vor allem bei der Unterstützung der OSZE.

Parallel setzte sich die Schweiz ein für gemeinsame Regelungsstandards auf multilateraler Ebene in den Bereichen Wirtschaft – denken Sie an die WTO und die Schiedsgerichtskrise in Genf –, Finanzen, Umwelt und Digitalisierung. Dank langjährigen diplomatischen Bemühungen wurde die Schweiz 2020 von Saudi-Arabien erstmals an alle Arbeiten der G-20 eingeladen. Wir sind also zum ersten Mal in der Schweizer Geschichte bei allen Tracks der G-20 dabei. Jeder Bundesrat hat mindestens ein Treffen diesbezüglich. Das ist auch etwas Neues für den Bundesrat, in diesem "Club", wenn ich das Wort benützen darf, mitzuwirken, "decision shaping" zu machen, unsere Überlegungen anzustellen.

Mit der Stiftung "Geneva Science and Diplomacy Anticipator" will die Schweiz Lösungen zur besseren multilateralen Gouvernanz und neue Technologien entwickeln, damit Genf sich als internationaler Hub der digitalen Gouvernanz im neuen Jahrhundert positioniert.

Es folgt ein Kapitel zu den konsularischen Dienstleistungen. Mir liegen die konsularischen Dienstleistungen immer am Herzen. Sie sind die Visitenkarte für die meisten Bürgerinnen und Bürger der Schweiz. Es handelt sich um eine sehr wichtige Säule der schweizerischen Aussenpolitik. Knapp 800 000 Schweizerinnen und Schweizer leben im Ausland, für sie stellen diese Dienstleistungen die Schweiz dar. Dann haben wir fast 17 Millionen Auslandsreisen pro Jahr. Die Schweiz ist ein reisefreudiges Land; es wird fast 2,5-mal mehr gereist als im EU-Durchschnitt. Dies bedingt, dass wir überall in der Welt sehr gute Dienstleistungen erbringen für unsere Mitbürger, die auf Reisen Probleme erleben oder sonst Schwierigkeiten haben. Bei der aktuellen Corona-Krise sehen wir, wie wichtig die konsularischen Dienstleistungen und das globale Krisenmanagementzentrum des EDA sind. Unsere Mitarbeiter arbeiten im Krisenmanagementzentrum immer – und derzeit noch mehr – rund um die Uhr, um Lösungen für betroffene Bürgerinnen und Bürger im Ausland zu haben.

In diesem letzten ausserpolitischen Bericht der Legislatur konnten wir 2019 im Hauptkapitel, im thematischen Kapitel, die Bilanz der Aussenpolitischen Strategie 2016–2019 ziehen. Diese geleistete Arbeit dient auch als Ausgangslage für die Erarbeitung der neuen ausserpolitischen Strategie, die wir hier als nächstes Thema behandeln werden. Die Bilanz zeigt insgesamt ein positives Ergebnis. Schattenzonen fehlen aber nicht, ich habe sie vor wenigen Minuten namentlich genannt.

Eine Herausforderung – damit möchte ich zum Schluss kommen, das liegt mir noch sehr am Herzen –, die immer stärker in den Vordergrund tritt, ist die Kohärenz. Heute sind alle sieben Departemente von internationalen Entwicklungen betroffen. Alle Departemente machen deshalb auch Aussenpolitik. Mein Departement heisst Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten, aber die Aussenpolitik ist gemäss Verfassung eine Sache des Gesamtbundesrates. Es war dem EDA sehr wichtig, dass genau diese Flughöhe erreicht werden konnte. Ich bin der Meinung – das werde ich Ihnen nachher sagen –, dass wir mit der neuen Strategie dieses Ziel erreicht haben. Das soll die Schweiz zu einer stärkeren Kohärenz der Aussenpolitik bringen, und dem EDA kommt somit eine stärkere Koordinationsrolle zu – eine anspruchsvolle Rolle. Sie wissen es, eine kohärente und glaubwürdige Aussenpolitik bleibt das Ziel des Gesamtbundesrates.

Wir wollen auch noch stärker als bisher alle relevanten Akteure in die Ausgestaltung der Aussenpolitik mit einbeziehen. Diesen Leitgedanken werde ich beim nächsten Geschäft, der neuen Aussenpolitischen Strategie 2020–2023, wieder aufnehmen.

AB 2020 N 331 / BO 2020 N 331

Quadri Lorenzo (V, TI): Stimato consigliere federale, nel suo intervento ha citato l'accordo sulla fiscalità dei frontalieri che di recente, nelle scorse settimane, ha compiuto cinque anni. La domanda è la seguente: il Consiglio federale ritiene che questo accordo abbia ancora delle chance di entrare in vigore o invece prende in considerazione l'ipotesi di dichiarare il fallimento delle trattative e, di conseguenza, di disdire la convenzione attualmente in essere del 1974?

Cassis Ignazio, consigliere federale: Il Consiglio federale ritiene che questo accordo parafato cinque anni fa sia ancora nell'interesse della Svizzera. Questa posizione è sostenuta anche in collaborazione con il governo del canton Ticino. Riteniamo che sarebbe ancora oggi una buona cosa arrivare a firmare e ratificare questo accordo. La ragione per cui non si è fatto fino ad oggi risiede in due elementi, e credo che lo si possa dire senza mezzi termini: il primo, il continuo cambio istituzionale politico in Italia – abbiamo visto succedersi tre



governi in cinque anni -; il secondo risiede nel fatto che effettivamente le ripercussioni finanziarie per i cittadini italiani di frontiera sono pesanti, e questo è un rischio politico estremamente importante che a quanto pare i tre governi che si sono succeduti finora non hanno voluto correre.

Abbiamo segnali di interesse a riavviare e concludere questo accordo in queste ultime settimane. Ma io sono diventato molto prudente con il tempo, solo il futuro ci dirà se riusciremo a farlo. Non è invece verosimile che un giorno si arrivi a dire formalmente che ne decretiamo il funerale. Se non si riuscirà a firmare l'accordo, probabilmente morirà di morte lenta per conto suo, come succede molto spesso nelle trattative tra Stati. È molto raro che si faccia una celebrazione, diciamo, della fine di una trattativa.

Vom Bericht wird Kenntnis genommen

Il est pris acte du rapport